



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !

La rentrée scolaire 2017-2018 repoussée



Un bonus d'une semaine pour les élèves

WARAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 21 Septembre 2017 N° 161 - Prix 250 F CFA

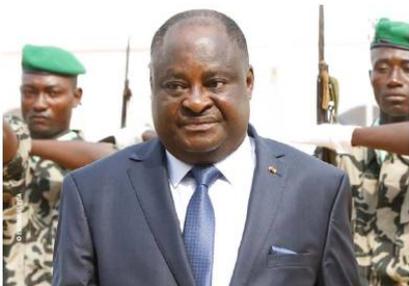
Déclaration de la conférence épiscopale sur la situation sociopolitique tendue au Togo

Le MJPG fustige les Evêques du Togo

Lancement des festivités des 10 ans du CONAPP

Un mémorandum pour une presse professionnelle et viable présenté

Pitang Tchalla, le président de la HAAC a tiré sa révérence



Une immense perte pour la presse togolaise

10^{ème} forum de dialogue politique de l'UNESCO au Togo

Les travaux de l'équipe spéciale internationale sur les enseignants prennent fin ce vendredi

LIBRE OPINION

Le temps de tourner le dos aux démons de la division et aux ennemis de la paix !

Réformes politiques et les manifestations de rues

Maigre mobilisation pour le départ de Faure contre une foule monstre qui demande son maintien



Le vrai peuple tranchera à travers le referendum

Crise politique au Togo



Et si la conférence des évêques quittait le champ des exortations pour jouer au médiateur ?

Lancement des festivités des 10 ans du CONAPP

Un mémorandum pour une presse professionnelle et viable présenté

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) a officiellement lancé les festivités de ses 10 ans d'existence au cours d'une conférence de presse mardi à Lomé. Pour marquer l'évènement de cette année, une kyrielle d'activité est au programme notamment la signature de convention et des formations avec le monde universitaire. Cette sortie a été couplée de la présentation d'un mémorandum où se retrouvent des propositions pour une presse plus professionnelle et viable.

Pour le Président du CONAPP Jean Paul Agboh-Ahouelété, le mémorandum regroupe 10 propositions de solutions qui leur semblent être des pistes de réflexion pour améliorer le cadre réglementaire de la corporation des hommes de médias. « Nous avons abordé le cadre de la création des organes de presse. Les conditions de création sont très libérales, nous demandons que cela soit maintenu et renforcé mais en même temps nous pensons qu'il faut créer les conditions pour que non seulement la création



soit facilitée mais aussi que les entreprises de presse soient prospères... ». L'autre question sensible de ce mémorandum est l'accès à la profession du journalisme ainsi, le CONAPP propose que le journalisme ne soit pas ce mé-

tier où l'on vient parce qu'on a rien d'autre à faire d'où la nécessité de la carte de presse qui sera considérée comme une carte d'identité pour le journaliste et que son attribution soit soumise à une série de condition comme la for-

mation ; le niveau d'étude et les années d'expérience. Le ministre de la communication a honoré de sa présence à ce lancement. Il a trouvé salutaire ce mémorandum dont la bonne partie des préoccupations a déjà fait l'objet de discussion et de traitement ou de proposition dans le prochain code de la presse et de la communication. Le CONAPP a également annoncé les futures journées portes ouvertes dans les mois à venir.

Charles

10^{ème} forum de dialogue politique de l'UNESCO au Togo

Les travaux de l'équipe spéciale internationale sur les enseignants prennent fin ce vendredi

C'est demain que prennent fin les travaux du 10^{ème} forum de dialogue politique de l'équipe spéciale internationale sur l'enseignement initié par l'UNESCO au Togo. Fixé du 18 au 22 septembre sur le thème « Enseigner : une profession, ce 10^{ème} forum a connu son ouverture officielle le 19 septem-

bre. C'est le ministre de l'enseignement supérieur Nicoué Broomh qui a ouvert les travaux de la rencontre. Au cours de son intervention, il a déclaré que le choix du Togo pour abriter ce grand rendez-vous est un signe de confiance renouvelée vis-à-vis du Togo et une marque de reconnaissance



pour son engagement au sein de l'UNESCO.

Pour lui, la question enseignante reste une

préoccupation de tout temps et il importe de relever que les nouveaux besoins de la société imposent un changement de paradigme sur le métier de l'enseignant. « Le Togo se retrouve parfaitement dans ce sujet au cœur du débat et il urge donc de réfléchir à des stratégies appropriées de

suite à la p 4

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-61-13-06
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION
Pamphile S. NUMENYA

REDACTION
Ezi Akoma

Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akoui
Séna Le Libre Penseur

INFOGRAPHISTE
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récupéré N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

*Retrouvez
votre Journal*
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques

Numéros Utiles

CHU Tokoin : 22-21-25-01
CHU Campus : 22-25-77-68
22-25-47-39
22-25-78-08

Commissariat Central : 22-21-28-71
Sûreté Nationale : 22-22-21-21
Pompiers : 118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance) : 172 ou 22-22-21-39
Police secours : 117

Crise politique au Togo **Et si la conférence des évêques quittait le champ des exortations pour jouer au médiateur ?**

La Conférence des Evêques du Togo (CET) a fait une sortie le 14 septembre dernier pour se prononcer sur la situation politique qui est assez tendue ces derniers temps au Togo. Préoccupée par les problèmes de l'heure, elle a d'abord organisé une prière de supplication en faveur de la paix et en faveur des réformes institutionnelles et constitutionnelles dans tous les diocèses. Parlant des réformes, les évêques ont imploré la lumière du Saint Esprit sur les plus hautes autorités du pays afin qu'elles opèrent urgemment les réformes demandées par le peuple conformément à la constitution de 1992. « La Conférence des Evêques du Togo attache une importance particu-



lière à ces réformes sans lesquelles il est impossible de ramener la paix et la cohésion sociale dans notre pays. Elle est convaincue qu'elles sont indispensables à notre vivre ensemble et invitent les protagonistes à s'inscrire dans une démarche responsable, sincère et constructive. », Peut-on lire dans la déclaration de la CET. Comme à l'accoutumée,

la sortie de la CET continue d'alimenter les débats politiques. Considérés comme des hommes de Dieu qui n'ont pas de coloration politique, l'opinion des évêques intervient comme un coup de sifflet qui départage deux parties opposées notamment le pouvoir et l'opposition. Même si la déclaration de la CET faite sans langue de

bois est appréciée par plusieurs acteurs, il faut souligner que du côté de l'opposition tout comme du côté du pouvoir, chacun dit être attaché à l'opération des réformes politiques. Mais au lieu de s'entendre, les deux partis ont opté pour des manifestations de rues qui ne font qu'exacerber la tension politique.

Au-delà de sa déclaration, la CET a une responsabilité à assumer, celle qui consiste à jouer le rôle de médiateur entre le pouvoir et l'opposition. Quand la situation est souvent tendue dans un pays, on fait souvent appel à un médiateur sur le plan national comme international. Mais dès que ce médiateur commence sa mission, une partie le taxe de partial. Spécia-

lement au Togo, il n'y a visiblement pas un médiateur qui pourra vraiment être apprécié par les deux partis à part la CET. On se rappelle encore comment Mgr Barrigah a réussi avec brio la mission qui lui a été assignée avec la CVJR. Même les sceptiques de l'opposition ont fini par apprécier le travail abattu par ce prélat. La CET doit alors continuer à s'interposer entre les forces politiques antagonistes. Elle doit amener le parti au pouvoir et l'opposition à quitter les rues pour s'asseoir autour d'une table où ils pourront opérer véritablement les réformes nécessaires.

J. N.

Déclaration de la conférence épiscopale sur la situation sociopolitique tendue au Togo **Le MJPG fustige les Evêques du Togo**

La Conférence épiscopale du Togo s'est prononcée sur la crise sociopolitique qui secoue actuellement le Togo. C'était le dimanche dernier où elle a demandé à l'ensemble de la communauté chrétienne de se recueillir et de prier pour le Togo à midi. L'essentiel du message délivré par les Evêques du Togo renvoie les acteurs politiques à opérer d'urgence les réformes « conformément à la constitution de 1992 ». Cette sortie médiatique des Evêques a coulé beaucoup d'encre et de salive depuis le début de la semaine et si elle a rencontré d'échos favorables auprès d'une partie des acteurs, tel n'est pas le cas du Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la

Bonne Gouvernance (MJPG).

Au cours d'un point de presse tenu mardi à son siège, le mouvement affilié aux associations et mouvements de la majorité présidentielle a fustigé cette sortie des Evêques. Pour M. Talikpéti Victor, président du MJPG, il apparaît clairement que la conférence épiscopale n'est plus dans son rôle pastoral et qu'à défaut de faire mieux, elle a raté une occasion en or d'observer le silence.

« Au nom de quel peuple parlez-vous ? Quel peuple demande que les réformes soient conformes à la constitution de 1992 ? Vous vous êtes assurés que le peuple pour lequel vous parlez est majoritaire au sein de la République ? Si-



non, au nom de quel principe biblique, la minorité impose t-elle sa volonté à la majorité ? », Voici quelques interrogations du MJPG à l'endroit de la conférence des Evêques du Togo. Pour le MJPG finalement, le Togo compte plus de sept (7) millions d'Habitants et nul ne

peut certifier avoir vu ne serait en qu'un million s'exprimer clairement à l'unisson sur les réformes.

Le MJPG a pour finir rappelé sa position sur la question des réformes avant de renvoyer tous les acteurs aux discussions à l'Assemblée Nationale afin d'appeler

plus tard le peuple à travers le suffrage des urnes.

« La constitution de 1992 qui n'est pas d'essence divine, est définitivement caduque. Elle aurait 25 ans aujourd'hui si elle était toujours en vigueur, et sa révision serait à l'ordre du jour si elle n'était déjà opérée, dans son esprit et dans sa lettre. Vouloir s'y accrocher ne peut donc traduire aucun souci de progrès. C'est un prétexte pour fomenter une insurrection qui n'aboutira jamais au changement de régime envisagé ni même à l'adoption des dispositions antidémocratiques visées. »

Waraa

LIBRE OPINION

Le temps de tourner le dos aux démons de la division et aux ennemis de la paix !

Le mois dernier, a été pour les togolais marqué par des événements plus ou moins douloureux, car l'opposition togolaise, comme à son habitude a fait perdre à certains togolais, des repères qui, depuis douze (12) ans, font du Togo, un pays de plus en plus ouvert sur le monde.

Tout paraissait aller de soi, tant nous étions convaincus que la fatalité n'était faite que pour les autres, que le Togo pouvait être un pays prospère, réconcilié avec lui-même.

Depuis douze (12) ans, nous avons pensé qu'en cédant aux chants des sirènes des marchands d'illusion, nous pouvions nous affranchir et vivre plus heureux dans un pays où les droits de l'homme et la liberté individuelle seraient ga-

rantis. Des observateurs étrangers, ont pu témoigner de la liberté individuelle qui, est une réalité au Togo. Ces derniers ont toutefois relevé le mauvais usage de cette liberté dont certains togolais en abusent. Belle Utopie !

Atort, nous avons refusé d'écouter notre conscience et de suivre la raison. La passion, la haine tribale et le rejet de l'autre sont devenus depuis le 19 août 2017 nos nouveaux maîtres et la boussole qui guide nos pas et actes.

Nous refusons tels des enfants égarés d'écouter la voix de la sagesse qui résonne mille fois dans nos consciences.

Poussés par des esprits préoccupés avant tout de leur confort et de la soif d'assouvir leurs ambitions politiques, nous

nous laissons manipuler en croyant aux promesses les plus folles et les plus démagogiques. Quand nos yeux se dessillent que le mal nous aurait pris, il serait trop tard, les dégâts seraient énormes, la fracture sociale profonde. Si nous suivons ces vendeurs d'illusion, nous allons ruiner le capital moral, économique et financier de notre pays, fragiliser les liens fraternels qui nous unissent et que le Président Faure GNASSINGBE essaye depuis 12 ans de consolider de ses mains. Un climat de paix et de stabilité est propice au développement du pays. C'est pour cela que le Président Faure se fait l'impérieux et patriotique devoir de le préserver et de le pérenniser.

10^{ème} forum de dialogue politique de l'UNESCO au Togo

Les travaux de l'équipe spéciale internationale sur les enseignants prennent fin ce vendredi

Suite de la p 2

professionnalisation des enseignants pour la qualité de l'éducation ».

Dans son message, le directeur du bureau Régional de l'UNESCO à Abuja Yao Ydo, a ajouté que la manière dont les enseignants enseignent doit être au centre de toute réforme destinée à améliorer la qualité de nos systèmes éducatifs ; d'où l'importance et la pertinence de l'équipe spéciale sur les enseignants et les grands espoirs que la communauté éducative place en son travail. « La gestion rationnelle des enseignants est devenue une priorité pour tous les pays notamment avec l'option soutenue par l'UNESCO et à laquelle

la plupart des pays africains ont adhéré. De nombreux défis se posent donc au x pays Africains allant du recrutement jusqu'au développement professionnel des enseignants.

Cette rencontre qui a vu la participation d'une soixantaine de pays du monde entier, cadre avec l'objectif 4 des ODD qui demande qu'une éducation de qualité pour tous. Pour ce faire, le monde devra accroître le nombre d'enseignants notamment les pays en développement. Ainsi depuis l'adoption des Objectifs de Développement Durable, l'équipe spéciale internationale sur les enseignants, utilise la

plateforme de ses forums pour faire prendre conscience à ses membres et partenaires de la signification et des implications de la cible relative aux enseignants selon Jenny Beate Moller co-présidente de l'équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'éducation 2030.

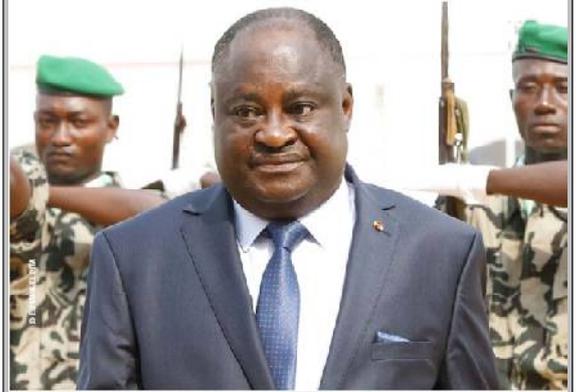
Pendant ces 5 jours, il sera question pour les participants de porter leur discussion sur 4 sous thèmes du monde éducatif à savoir : la connaissance et la compétence ; la gouvernance ; valeurs et responsabilité et enfin sur la gestion de la diversité.

Charles

NÉCROLOGIE

Pitang Tchalla, le président de la HAAC a tiré sa révérence

Une immense perte pour la presse togolaise



Le président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), PitangTchalla n'est plus. Il a rendu l'âme mardi dernier dans une clinique de la capitale après un bref malaise. Il tire alors sa révérence en plein exercice de son mandat.

C'est une personne dense par son parcours que le Togo vient de perdre. En effet, PitangTchalla est une personnalité qui a marqué pendant longtemps l'histoire de la politique togolaise et le secteur de la communication. Après une formation en journalisme à Yaoundé, il a été journaliste dans les années 1980 à la TVT avant d'occuper des postes de responsabilités dans les médias d'Etat. D'abord Directeur de radio Lomé, il fut propulsé par la suite à la tête de la direction de la Télévision togolaise. Son professionnalisme et son dynamisme conduira ensuite le feu président Eyadema à lui confier le portefeuille du ministère de la communication. Il fut alors ministre de 2002 à 2005. Dans le souci de faciliter le travail et de protéger les professionnels des médias, il a facilité la dépénalisation de la presse togolaise dans les années 2004 quand il avait encore à sa charge le département de la communication.

Sur le plan politique, PitangTchalla a été très influent. Il fut même le civil le plus influent dans l'entourage du feu président Eyadema quand il mourait en 2005. Après son départ du gouvernement, il fut conseillé du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé avant de devenir le président de la HAAC.

Depuis sa prise de fonction à la tête de la HAAC en juin 2016, il a cherché à établir une bonne relation entre les professionnels des médias et son institution. Dans cette optique, il a organisé plusieurs rencontres avec les organisations de presse. Il était même sur le projet de la réorganisation de la presse en ligne quand Dieu lui a rappelé à lui. Au même moment où il est considéré comme l'une des personnalités qui ont contribué à l'acquisition de la liberté de la presse, certains l'accusent d'avoir fermé le groupe Sud Média qui a fonctionné dans l'illégalité pendant des années. Comme quoi, l'homme ne pourra jamais être apprécié par tout le monde quelles que soient ses actions. Que la terre lui soit légère.

La Rédaction

Education

■ Les écoles privées se développent en Afrique

Les corporations et leurs fondations partenaires, soutenues par des organisations internationales, des financiers et des banquiers, ainsi que des investisseurs individuels transforment l'éducation en Afrique, d'une responsabilité gouvernementale et d'un droit social à une série d'opportunités d'investissement.

Ils disent que leurs réformes visent à accroître l'équité en matière d'éducation et à atteindre des normes plus élevées. Dans la mesure du possible, ils recherchent le soutien de la communauté locale, mais la motivation sous-jacente de la réforme de l'éducation des entreprises augmente la portée de la mondialisation des marchés libres et des bénéfices des entreprises.

La prise de contrôle et la privatisation de l'éducation en Afrique subsaharienne ont été fortement critiquées par les fonctionnaires des Nations Unies et les défenseurs des investissements dans l'éducation publique. Dans une déclaration de 2015, 190 défenseurs de l'éducation de 91 pays ont appelé les gouvernements des pays en développement à mettre fin aux profiteurs d'éducation. Ils ont exhorté la Banque mondiale à cesser de financer ces efforts. En mai 2016, Kishore Singh, rapporteur spécial des Nations Unies sur le

droit à l'éducation, a décrit la sous-traitance de l'éducation publique au Libéria à une société américaine comme « sans précédent à l'échelle actuellement proposée » et a déclaré qu'elle « viole le droit et la morale du Libéria obligations ».

M. Singh s'est déclaré profondément préoccupé par le fait que certains gouvernements encourageaient activement l'éducation primaire privée, soulignant : « Maintenant plus que jamais, les gouvernements devraient élargir les possibilités d'éducation publique pour les groupes marginalisés, en particulier les enfants issus de familles pauvres ».

Un rapport récent de l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels a examiné l'impact de la privatisation des écoles au Kenya. Parmi ses constatations, il a été dit que la privatisation de l'éducation se développait « à un rythme alarmant », sans un suivi et une réglementation correspondants de l'État. En outre, le rapport indique que le gouvernement encourage la croissance des écoles privées grâce à la promulgation de politiques favorables. Il a ajouté que le nombre croissant d'acteurs privés dans l'éducation conduit à de fortes inégalités et à une ségrégation dans la société kenyanne.

Une autre étude récente de l'expérience



de la privatisation au Nigeria a eu des résultats similaires. Les auteurs, tous les professeurs de l'Université d'Ibadan, ont souligné que si la croissance de l'éducation privée avait eu des effets positifs tels que l'amélioration du bien-être des travailleurs, une participation accrue de la communauté et élargissement de l'accès à l'éducation, elle avait également permis la prolifération des écoles non agréées et non enregistrées.

Tout en offrant un accès plus large à l'éducation pour les enfants, les écoles privées sont souvent critiquées pour hypothéquer l'éducation. La Banque mondiale a promu un modèle d'éducation fondamentaliste du marché libre dans le monde entier depuis les années 1980,

écrit Shaun Whittaker, dans un article publié dans The Namibian intitulé « Notre crise de l'éducation et la Banque mondiale ». « Ce paradigme dominera les débats sur l'éducation mondiale pendant de nombreuses années », écrit-il.

Les études menées par le programme éducatif de la Banque de Namibie révèlent une perspective de transaction dans laquelle l'éducation n'est pas considérée comme un droit fondamental, mais comme quelque chose qui « devrait être évalué en fonction de sa contribution à l'économie », a souligné M. Whittaker.

Les résultats de la matriculation de 2012 révèlent que la Namibie a désormais un système d'éducation à deux niveaux, dit M. Whittaker : un niveau, pour l'élite, dispose de ressources venant du privé, alors que le deuxième flux, pour la majorité, a des ressources insuffisantes et public.

Pas inattendu, cette vision de l'éducation n'est pas partagée par tous. L'Institut afro-américain basé à New York, dans son rapport sur l'état de l'éducation en Afrique, reproche directement l'échec des gouvernements à financer de manière adéquate les programmes d'éducation et considère les écoles privées comme des organismes de bienfaisance en train de sauver l'éducation. « Alors que plus d'étudiants sont dans les salles de classe de l'école », note le rapport, « il y a une crise d'apprentissage plus profonde en jeu : de nombreux étudiants ne gagnent pas de compétences de base lorsqu'ils fréquentent l'école ».

Par conséquent, selon le rapport, la qualité de l'éducation en Afrique est dans un état pénible. Les institutions privées participent de plus en plus à éduquer les enfants qui n'ont pas accès à une éducation et à combler les lacunes dans le système d'éducation publique d'un pays. L'augmentation des écoles privées ne doit pas être considérée comme négative, mais plutôt comme une alternative viable à un système d'éducation publique « défaillant », indique le rapport.

Une récente enquête dans The Conversation, un site Web à but non lucratif en ligne qui couvre les commentaires et les débats sur les questions qui touchent le monde, a examiné les faiblesses de l'éducation publique au Kenya. Les écoles publiques du Kenya font face à d'énormes défis. Dans certaines régions du pays, entre 80 et 100 enfants sont entassés dans une seule salle de classe. Presque quatre enfants sur dix ne sont pas alphabétisés ou numérotés au niveau de la 2e année, deux à trois ans après qu'ils le soient.

À l'opposé, la scolarité privée, que les Kenyans considéraient comme une dépense inutile, a été considérée comme l'étalon-or de l'éducation pour les familles riches, moyennes et pauvres, qui croient que les écoles élitaires offrent un apprentissage holistique qui met l'accent sur les valeurs tels que le leadership et la confiance en soi, préparer les apprenants à de plus grands rôles plus tard dans la vie.

Un exemple du capital d'investissement transféré dans l'éducation a été fourni dans un numéro récent d'Africa Capital Digest. Il a mentionné ABO Capital, une société d'investissement angolaise qui a acquis Complexo Escolar Privado Internacional au Benin, une banlieue au sud de Luanda, et AfricInvest, une société de private equity à moyen terme axée sur l'Afrique qui soutient l'International Community School (ICS) dans un accord de partage préférentiel. ICS a été fondée en 2000 et est devenue l'une des principales écoles privées K-12 au Ghana. Aujourd'hui, la société exploite trois campus et enseigne plus de 1 200 étudiants dans les villes de Kumasi et Accra. De plus amples détails sur les investissements en plein essor ont été révélés dans Gulf News Banking le mois dernier, montrant que Centum Investments et Investbridge Capital entreprennent le développement d'une école de 2 000 étudiants de 16 millions de dollars avec l'acquisition de 20 acres dans le comté de Kiambu au Kenya.

L'école devrait ouvrir ses portes aux élèves en septembre 2018. Selon les rapports, Centum et Investbridge détiendront chacun 40% du projet, avec le réseau SABIS, un réseau mondial d'éducation qui a une présence importante dans les EAU - en conservant le solde de 20% de la propriété.

Le consortium tripartite sera responsable de l'acquisition et du développement d'un réseau d'écoles en Afrique, qui sera exploité dans le cadre du réseau SABIS. Ils prévoient de construire plus de 20 écoles en Afrique au cours des trois à cinq prochaines années, le coût de chaque école se situant entre 20 et 30 millions de dollars. Les investisseurs ont identifié le Kenya comme pays cible pour sa première école, avec d'autres marchés de l'Afrique de l'Est comme l'Ouganda et la Tanzanie à suivre, ainsi que l'expansion en Égypte. Investbridge a déclaré qu'il y avait un intérêt croissant d'une classe mature d'investisseurs générationnels du Moyen-Orient et du monde entier pour investir dans les opportunités du secteur de l'éducation en Afrique.

Dans le dernier rapport de Caerus Capital - L'activité de l'éducation en Afrique - le groupe prédit : « Au cours des cinq prochaines années, 25 millions d'enfants supplémentaires devraient rejoindre des institutions privées, de sorte qu'un enfant sur quatre, de toutes origines, sera inscrit dans les écoles privées d'ici 2021 », créant une « énorme opportunité pour les investisseurs : 16 à 18 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années ».

Afrik

La rentrée scolaire 2017-2018 repoussée

■ Un bonus d'une semaine pour les élèves

La rentrée scolaire initialement prévue pour le 25 septembre, a été repoussée au 2 octobre prochain, suite à une rencontre mardi entre le gouvernement et les acteurs de l'éducation. La séance a permis au gouvernement et acteurs de l'éducation d'aborder plusieurs sujets dont le statut particulier de l'enseignement, l'une des principales revendications des enseignants. Selon un communiqué à l'issue des discussions, la rentrée scolaire est



reportée au 2 octobre 2017 pour approfondir et finaliser les discussions concernant le projet de statut particulier et mettre en place les mesures et conditions

indispensables, afin de garantir le bon démarrage de l'année scolaire. Ce réaménagement permettra également de prendre les mesures nécessaires pour assurer la jouissance effective de l'assurance en couverture maladie et responsabilité civile en faveur des écoliers, des écoliers et des élèves bénéficiaires de l'initiative School Assur, souligne le communiqué.

Waraa/savoirnews

SAVOIR NEWS

La Première Agence de Presse Privée au Togo

www.savoirnews.net

L'INFO en continu 24H/24

Tél (228) 90 04 19 64 / 91 45 34 50 / 99 35 29 23

E-mails : savoir.news@yahoo.fr / info@savoirnews.net

Réformes politiques et les manifestations de rues

Maigre mobilisation pour le départ de Faure contre une foule monstre qui demande son maintien

Le vrai peuple tranchera à travers le referendum

Tous les députés de l'Union pour la République (UNIR), parti au pouvoir, ont approuvé mardi, le projet de révision constitutionnelle du gouvernement. Malgré ce vote, le texte ne passera pas, faute des 4/5 des députés.

Leurs collègues députés de l'opposition ont boycotté les travaux, à l'exception de la députée indépendante de «Sursaut Togo». Ils ont préféré fuir les débats à l'hémicycle pour aller distribuer les tracts appelant à des manifestations pour les 20 et 21 de ce mois.

«Selon l'article 144 de la constitution, le projet ou la proposition de révision constitutionnelle est considérée comme adoptée, s'il est voté à la majorité des 4/5 des députés composant l'Assemblée nationale. A défaut de cette majorité, le projet ou proposition de loi Adopté à la majorité des 2/3 des députés composant l'Assemblée nationale est soumis au référendum. Donc le suffrage des 62 députés, correspond aux 2/3 des députés», a



déclaré Dama référendum pour puyé Payadowa
Dramani, président Boukpassi, ministre
de l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de l'article 144 de la constitution, le Pour les leaders



loi avec 62 voix pour, sur les 91 députés que compose l'Assemblée nationale, soit plus des 2/3 des députés, ouvre la voie au processus de réformes par l'organisation dans les prochains mois, d'un référendum consacré aux dites réformes», a ap-

l'œil vigilant des forces de l'ordre. A ces moments précis, les partisans et sympathisants de UNIR, Union pour la république, étaient également dans les rues pour soutenir la politique de paix et de développement prônée par le Chef de l'Etat.

Ils étaient des dizaines de milliers à parcourir certaines principales artères de la ville de Lomé avant de chuter à la plage face à l'hôtel Ibis. Là, une déclaration a été lue dans laquelle ils disent non à la violence, non au terrorisme politique et oui à la politique de paix et de prospérité si chère au président de la république. Tour à tour les responsables du parti au pouvoir se sont succédés au podium pour fustiger le comportement des leaders de l'opposition qui encouragent la culture de la haine et de l'intolérance.

Le ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales faisant le point des manifestations du jour au cours d'un point de presse dans l'après midi, a annoncé la mort d'un enfant et des blessés par balle à Mango au Nord du pays où les militants de l'opposition s'étaient donnés rendez-vous. La démonstration de force des deux camps se poursuit demain pour le compte de la 2ème journée de la marche.

del'opposition, ce qui s'est passé à l'Assemblée Nationale mardi dernier ne les concerne pas, ils veulent le retour pur et simple de la constitution de 1992 qui entraine selon eux le départ du président actuel FAURE E. Gnassingbé. Comme à leur habitude, ils ont choisi la rue pour se faire entendre. Au premier jour de leur appel à manifester hier, ils étaient quelques centaines à répondre présents sous

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

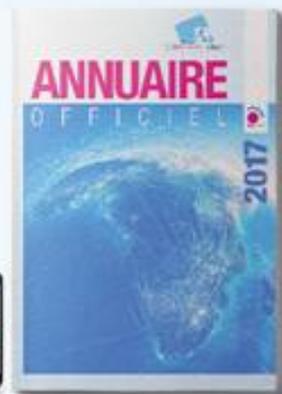
Renseignements



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



www.annuairestogo.tg



**Nous sommes l'outil
qu'il vous manque.**



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg